

Questions orales

L'hon. James Kelleher (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à préciser que je n'aurais jamais accusé mon prédécesseur de ne pas avoir rempli ses fonctions consciencieusement et efficacement. Au contraire, il l'avait toujours fait.

Des voix: Bravo!

M. Blackburn (Brant): C'est parce qu'il n'est pas avocat.

M. Kelleher: Peu de temps après avoir assumé mes fonctions en juillet 1986, je me suis entretenu avec ceux qui étaient alors à la tête de la GRC et du SCRS. J'avais discuté avec eux des problèmes de liaison et de l'échange d'information.

Une voix: Ils n'en avaient pas tenu compte, Jim.

M. Kelleher: Le 14 août, j'ai envoyé une directive en vue de constituer des comités de liaison et de nommer des agents de liaison, ce qui a beaucoup aidé à éliminer ou minimiser les conflits entre les deux services.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Dans ce cas, comment le ministre peut-il expliquer les problèmes qui continuent de se poser parce que le gouvernement n'a pas expliqué clairement quelle doit être la tâche du Service canadien du renseignement de sécurité et comment la GRC doit l'aider?

M. Beatty: J'imagine que c'est vous qui nous avez légué ce problème.

M. Kaplan: C'est vous qui nous l'aviez légué.

M. Rossi: Répondez. Vous savez ce qui en est.

L'hon. James Kelleher (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, je ne peux que répéter que, selon moi, les deux services remplissent leurs fonctions convenablement, efficacement et en collaboration.

M. Blackburn (Brant): Efficacement! Vous plaisantez.

M. Kelleher: Si le député est au courant de cas précis où il n'y a pas eu de collaboration ou de liaison, je voudrais bien qu'il m'en communique les détails. J'y verrai immédiatement.

* * *

LES PÊCHES

LE CONFLIT FRANCO-CANADIEN—LES STOCKS DE MORUE NORDIQUE

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans.

M. Blackburn (Brant): Bonne chance!

M. Rodriguez: Je vais à la pêche.

Je vais citer les commentaires suivants qui ont été faits dans un débat d'urgence à la Chambre, le 28 janvier, par le ministre responsable de Terre-Neuve dans le gouvernement actuel:

La pêche est tout aussi vitale pour Terre-Neuve que les champs de blé pour la Saskatchewan et les hydrocarbures pour l'Alberta. Voilà pourquoi le gouvernement de Terre-Neuve et les représentants de l'industrie et des syndicats n'auraient jamais dû être exclus des pourparlers, la semaine dernière.

M. Hees: Plus fort, John, plus fort.

Une voix: On ne vous entend pas, John.

M. Rodriguez: Maintenant, monsieur le Président, j'ai leur attention. Ils sont d'accord maintenant et le ministre avait raison. Les stocks de morue nordique sont essentiels et même indispensables à la vie des gens de Terre-Neuve.

Donc je pose au ministre la question suivante. Comment concilie-t-il ce que les représentants du gouvernement ont dit à la Chambre avec ce que le premier ministre a déclaré par l'intermédiaire du ministre des Transports au sujet de l'importance des stocks de morue nordique—comment concilie-t-il ces déclarations avec le don des stocks de morue nordique à la France au détriment des intérêts bien compris des Terre-Neuviens?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Je regrette que le député n'ait cité aucune déclaration précise pour que je puisse voir plus clairement de quoi il nous accuse.

M. Broadbent: Il l'a fait.

M. Blackburn (Brant): Êtes-vous sourd?

M. Siddon: Je peux assurer au député que le gouvernement, contrairement aux deux partis d'en face, croit qu'il faut chercher sincèrement des solutions aux problèmes difficiles et que ces solutions exigent souvent des discussions difficiles et prolongées.

Je puis garantir au député que je suis absolument certain que lorsqu'on en arrivera à une entente sous l'habile direction de Yves Fortier, cette entente sera favorable aux habitants de Terre-Neuve et du Labrador, aux pêcheurs et à tous ceux dont les intérêts sont en jeu.

LE RÉSULTAT DES POURPARLERS—ON DEMANDE L'ACCORD PROVINCIAL

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Nous avons connu des gouvernements libéraux qui cèdent en négociation les ressources naturelles des provinces derrière le dos des premiers ministres provinciaux, mais le gouvernement actuel le fait sous les yeux mêmes du gouvernement de Terre-Neuve.

Voici ma question supplémentaire au ministre. Étant donné ce qu'il vient de dire, est-il prêt à donner à la Chambre et aux Terre-Neuviens l'assurance qu'aucun accord ne sera conclu entre la France et le Canada concernant la pêche au large de la côte est tant que le gouvernement, les pêcheurs et l'industrie de Terre-Neuve n'y auront pas donné leur accord?